L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 8 SEPTEMBRE 1867. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10; par semestre, $6; par trimestre, $4
Prix d'un numéro, 10 cents.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $4; par semestre, $2.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces transitoires, insérées à tout de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces transitoires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $20 net le carré par mois.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces entrant, dès les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenu avec elles; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera 25 pour cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affiches paieront 20 cents net la ligne pour chaque insertion.

Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de nombreuses insertions ne seront envoyés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS.
DIMANCHE MATIN, 8 SEPTEMBRE.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN LUNDI.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Shérif—à 10 heures, sur les lieux, tous les meubles et effets qui se trouvent dans la maison No 291, rue Vendôme Levée—scènes l'Installation du poste de café au Marché aux Légumes, Deuxième District—et à 4 h. 1/2 P. M. à l'entrepôt No 29 rue Jefferson, un lot de meubles et effets.

Par A. Lanier, constable—à midi au No 30 rue Front, près Poydras, de contenu d'une bavette et le terme restant de la bissque.

Par S. Guinault—à 10 heures, circulaire Ste Anne et Hudson, des armoires vitrées, comptoirs, etc—et à onze heures, à Carrollton, sur le Canal Avenue, à l'écurie de Jones, des vaches laitières, chevaux, charrettes et ustensiles d'une vacherie.

Par Louis Morris & Bros—au No 36 de la rue du Camp, 450 sacres lacine, souliers et brodequins—sans réserve.

Par A. Fellows—au No 66 de la rue de Chartres, marchandises sèches, habillements, linerie, chaussures, chapeaux, etc.

Par Hoffman, Marks & Co.—au No 36 de la rue de Chartres, marchandises sèches étrangères et du pays—sans réserve.

☞ Achetez vos confiseries et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée.

ATTENTION !

☞ Le shérif procédera demain à 10 heures A. M. au No 291 rue de la Vieille Levée, Deuxième District, à la vente et à l'enlèvement du reste de meubles et effets du Café Français, sous Poste pour la vente du café au Marché aux Légumes.

Et à 4 heures P. M., à son entrepôt No 29 rue Jefferson, Deuxième District, un lot de meubles et d'effets.

Grande vente de marchandises sèches.

Ce jourd'hui, à 10 heures du matin, il sera vendu par M. Hoffman Marks & Co., à leur salle d'encan, au No 36 rue Chartres, un immense stock de marchandises sèches Américaines et anglaises. Ce stock est un de ceux le plus riche et convient parfaitement au commerce de la ville. Cette vente qui se fera à réserve mérite l'attention des marchands. On trouvera sur les lieux de couvertures écarlates et de coton, de toute variété.

On trouvera la liste des lettres à la deuxième page.

Elections et Amnistie.

La grande affaire, pour le moment, est le résultat des élections en Californie, résultat extraordinaire et qui produira une sensation profonde dans tout le pays. Il y a quelques jours seulement, la Californie était livrée à la domination exclusive du parti radical; le gouvernement, les Chambres, la représentation congressionnelle, tout y était républicain à la manière d'un Trumbull, d'un Ashley ou d'un Bingham ; aujourd'hui tout y est démocrate ou du moins constitutionnel comme on l'est dans le Connecticut, dans le Delaware, le Maryland ou le Kentucky. Nous disons le Connecticut, parce que la dépêche ajoute même du comité central démocratique de la Californie mentionne cet Etat comme point de comparaison du succès de ce parti ; mais nous voyons que les Californiens sont encore mieux fait que le Connecticut, car ils ont élu une majorité démocratique à la législature et très probablement trois représentants démocrates au Congrès.

Quant à l'opinion générale de l'Etat, elle n'est pas douteuse. Henry H. Haight, le candidat du comité démocratique, a battu de plusieurs milliers de voix son concurrent, ce qui met dans les mains des démocrates le gouvernement tout entier de la Californie. On voit tout de suite combien cette victoire sera fertile. Les démocrates ne sont pas gens à dormir après un succès. Nous pouvons être sûrs qu'ils auront l'exploiter dans toutes les règles et que le Pacifique va maintenant couler pour leurs amis seuls. En politique, comme en tout, le Pactole joue un grand rôle : il renverse tous les petits obstacles comme les grands ; il aplanit la voie et assure une marche rapide. Le Pactole roule des eaux dorées pour ceux qui sont les maîtres de sa source ; pour les autres il n'offre rien qu'un sable aride.

Il est sûr de voir par là que le radicalisme va mourir en Californie et qu'il mourra aussi dans l'Orégon, le Nevada et le Washington, où du reste il n'avait pas eu le temps de prendre de fortes racines. Le général Rousseau, qui va commander dans le Washington, n'y fera guère pas les mauvaises doctrines, et tout assure un revirement complet d'opinion dans cette vaste partie de la république.

Le résultat de cette élection en Californie a eu d'étonnement, nous n'en doutons pas, les vieux meneurs du parti républicain dans les Etats de l'Est ; et nous pouvons ajouter qu'il les frappera d'un certain discrédit. Leur majorité congressionnelle en sera peu troublée, nous en convenons, mais il manquera désormais à cette majorité l'appui moral que donne la perspective de l'avenir quand elle est sûre maugré.

Dans un pays de représentation universelle où les pouvoirs publics se renouvellent sans cesse, où les pouvoirs parlementaires que les pouvoirs administratifs, le résultat des élections dans un seul Etat a une importance majeure, car il influe sur les élections toujours prochaines des autres Etats. La Californie par le nombre de ses représentants n'est pas encore comptée dans les grands Etats de l'ancien pays ; mais si elle l'apprécie par la vaste étendue de son commerce, par la valeur de ses sol et ses riches productions, la Californie à elle seule vaut presque tous les Etats de la Nile-Angleterre, sans compter la population qui y affine de tous les points du globe. En Californie, on le sait, il n'est y cultive pas, il n'y récolte, et les abondantes remises, que chaque semaine les vieux Etats en reçoivent, prouvent que la prospérité de cette région repose sur des bases solides. A l'époque de la colonisation, les Californiens, cherchant après la fortune, furent joueurs, aventuriers, débauchés, aujourd'hui ils sont tout le contraire, car les bulletins qui les concernent annoncent tous la paix, l'industrie, l'activité et l'ordre.

Il faut donc commencer à compter la Californie parmi les Etats qui ont une influence politique, et sous ce point de vue le résultat de la dernière élection sur les bords du Pacifique, inspire un immense intérêt.

Tel n'était pas le caractère qu'on pouvait donner précisément aux élections du Kentucky. On était sûr d'avance que le Kentucky répondrait, comme il vient de le faire, au procédé inusité du Congrès envers la délégation kentuckienne. Le Kentucky, Etat très fier, ne veut supporter le joug de personne. Il avait mal accueilli l'invasion du Nord, pendant la guerre ; il avait pas mieux reçu les armées du Sud, et aujourd'hui, cet Etat voit de très mauvais oeil les traitements vandaliques que le Congrès fait subir aux Etats du Sud et qu'il voudrait étendre jusqu'à lui. Il est certain que si le parti de la guerre fut ravi, il y a six ans, de voir que le Kentucky voulait rester définitivement dans l'Union, il regrette vivement aujourd'hui qu'il n'en soit pas sorti, car il n'a pas le droit de lui appliquer la législation empirique des deux dernières sessions congressionnelles. Le Kentucky forme un département, non un district de reconstruction militaire, possédant, excepté l'esclavage, tout ce qui, possédait autrefois, et usant de ses droits constitutionnels de manière à convaincre les révolutionnaires qu'il n'entend pas que ces droits soient enfreints. Tous les antécédents du Kentucky répondaient de sa conduite à l'égard de l'outrage gratuit qui lui était adressé, et l'on ne conçoit pas que le Congrès ait été assez stupide pour croire que le Kentucky en serait effrayé au point d'abandonner ses vieux principes.

En somme, la plus grande différence à noter dans la puissance morale des élections en Californie et des élections dans le Kentucky, c'est que le premier de ces Etats a toujours été un Etat libre, tandis que le second n'est devenu libre que par la force de la guerre et la brutalité de la révélation. Il y a donc, à ce point de vue, dans le Kentucky, des racines qui datent de loin et qui ne pourront qu'avec la génération actuelle s'effondrer, elles ne lui survivront pas. Ces racines pouvant servir à expliquer l'immense coup de balai donné dans le Kentucky aux candidats de la république noire. En Californie nous ne trouvons aucune raison de ce genre pour expliquer l'échec que viennent d'éprouver les candidatsdu même parti. La Californie n'avait perdu ni esclaves, ni fortune, ni droits. Le sang même de ses citoyens n'avait pas coulé dans la guerre et le papier monnaie ne lui a fait aucun tort, vu qu'elle a refusé de s'en servir, ce à quoi personne n'a mis obstacle, et cependant la Californie se conduit comme si elle avait contre le parti dominant de nombreuses raisons de plaintes et des griefs amers. Or, comme elle n'en a pas, il faut chercher ailleurs la cause de ce revirement d'opinion qui est comme un arrêt prononcé contre la politique radicale. Le vote de la Californie veut dire : Vous ne nous avez fait aucun mal et nous n'avons personnellement rien à vous reprocher, mais vous faites gratuitement du mal aux autres et vous poursuivez par des moyens que nous réprouvons une rébellion qui depuis longtemps n'existe plus. Nous ne voulons pas vous suivre dans cette voie où nous ne voyons pour vous les Etats que pertes et périls. Nous refusons en conséquence d'appuyer vos candidats.

Il est impossible de voir dans le résultat des élections en Californie autre chose que ce que nous venons de dire et c'est à cause de cela même que l'influence en sera funeste ou du moins fort nuisible au parti ultra-républicain. Le président Johnson sera le premier à en retirer quelque avantage. Sur le point de lancer sa proclamation d'amnistie, il pourra se flatter d'avoir pour appui un Etat de plus, et un Etat libre, nous entendons par ce mot un des Etats qui n'ont jamais eu d'esclaves. Ainsi, la Californie, de son côté, a renversé la barrière que la politique congressionnelle avait élevée après la guerre entre le Sud et le Nord, et cette barrière ne se relèvera plus sur les bords du Pacifique. Le Connecticut y avait déjà fait une brèche du côté de l'Atlantique ; quel est le troisième Etat libre qui les suivra dans cette voie glorieuse de la restauration de la Constitution ? L'Ohio et l'Indiana doivent faire en octobre des élections congressionnelles. Nous n'espérons pas que les démocrates l'emportent ; mais on peut être sûr que ces Etats se prononceront énergiquement contre le suffrage des noirs, ce qui donnera une valeur immense à l'amnistie du Président, car le but de l'amnistie étant de rendre à la vie politique les hommes que le Congrès en a exclus, ces Etats les réhabiliteront en repoussant le vote des affranchis.

CINQUIEME DISTRICT MILITAIRE
ORDRE DU GENERAL GRIFFIN.

Quartier Général du 5e District, Nlle Orléans, Lne., 6 septembre 1867.

ORDRES SPÉCIAUX No 32.

Le soussigné assume, par les présentes, le commandement du 5e district militaire qui lui a été remis par le major général P. H. Sheridan.

Tous les ordres existants resteront en force et les officiers du district civil continueront à remplir leurs devoirs ordinaires en attendant général de la Nouvelle Orléans, Louisiane, jusqu'à nouvel ordre.

CHARLES GRIFFIN,
Maj. Gén. Brévoté de l'armée des Etats Unis.

NOUVEAUTÉS.— M. E. Giquel, rue du Canal, 126, prend la liberté d'informer ses nombreux amis et clientèle qu'il vient de recevoir un grand assortiment de nouvelles marchandises et les invite tous à venir voir et choisir avant que les plus jolies et les plus élégantes aient été enlevées, bien que tout le stock importé soit joli et élégant. L'occasion est venue, mesdames, ne la laissez pas échapper ! M. Giquel est encore à Paris et c'est lui qui a fait ce choix. Je meilleur qu'on ait jamais fait pour ce pays. Se trouvant le premier dans les lieux de manufacture, il a été par conséquent le premier à choisir et dans le premier à revenir, il peut avoir par conséquent le mode les plus fraîches et le dernier genre. Venez donc et venez tous pour avoir aussi les primeurs de cette fameuse liste que vous trouverez annoncée dans une autre colonne.

MAISON P. MALLARD. — Cette maison vient d'agrandir considérablement ses magasins, qui comprennent maintenant toute l'enclosure des rues Royale et Bienville. Nous appelons l'attention du public sur l'annonce de P. Mallard publiée dans une autre colonne. Son établissement est un véritable temple du bon goût.

ASSOCIATION.—On verra dans une notice insérée plus loin, que MM. Hoffman & Marks viennent d'associer M. Alexander Levy à leur maison, qui portera dorénavant le nom de Hoffman, Marks & Co. M. Levy était déjà employé comme caissier par ces nouveaux associés, et c'est un excellent juge de valeurs des marchandises. Voyez la notice.

PENSIONNAT DE DEMOISELLES. — Madame J. A. Baquié et mademoiselle Léontine Labran, très vivement d'ouvrir, rue Bienville, No. 119, un pensionnat et externat pour demoiselles. Madame Baquié s'est déjà fait connaître honorablement dans l'exercice de l'enseignement. Ces deux dames se sont assuré le concours de professeurs de mérite et elles ne négligeront rien pour donner pleine satisfaction aux familles qui leur confieront l'éducation de leurs enfants.

AMES DE QUINQUINA—On ne peut guérir de la fièvre en France, maintenant si commune parmi nous, qu'en employant le sulfate amer de quinquina. Ils sont en vente chez tous les droguistes.

VÉRITABLES VEGUEROS—Nous signalerons aux amateurs de vraie havanes les cigares d'habitation, dit *Veguerot*, que M. F. A. Gonzales, 30 et 50 rue Carondelet, vient de recevoir et qu'il vend à dix cents pièces, ou les 50 à la convenance des acheteurs. Nous les avons trouvés excellents. 2

☞ Nous informons les familles que l'ouverture des classes du COLLÈGE DE LA LOUISIANE, dirigé par M. le colonel FERRIER, a eu lieu lundi 2 septembre. Les examens si brillants qui viennent d'avoir lieu, dans ce vaste établissement, ne peuvent qu'augmenter la vogue qu'il a déjà acquise. Ce collège est situé rue Hospital 134, entre Dauphine et Bourgogne. 15

HABITS ET LINGE.—Les fortes chaleurs peuvent être considérées comme passées, et nous devons songer aux vêtements d'automne et d'hiver. A ce propos, nous invitons les gens qui ont besoin d'habits et de linge à aller visiter le magnifique stock de MM. Garthwaite, Lewis & Stuart, rue du Camp Nos 31 et 33, où de milliers d'articles de qualité supérieure sont offerts en gros et en détail à tous les prix.

NOUVELLES MARITIMES.

Bordeaux, 17 août—Arrivée, barque Bon Fils, Nouvelle-Orléans.

Liverpool, 17 août—Arrivés, navires Lancastrian et Abbots, Nouvelle-Orléans.

New-York, 1er sept—Arrivé, steamer Gen. Washington, Nouvelle-Orléans, barque Elizabeth Cooper, idem.

Boston, 31 août—Parti, steamer Concordia, Nouvelle-Orléans.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE. — 7 septembre.

THERMOMÈTRE DE C. DURAND, Opticien, Encoignure Chartres et Bienville.

6 heures A. M.	79 degrés
Midi	81 "
3 heures P. M.	83 "
6 heures P. M.	82 "

LIBRAIRIE ET ÉCOLE PUBLIQUES.—Le nouveau Bureau d'Ecole a présenté une motion contre l'ancien Bureau, c'est à dire contre celui qui continue à exercer l'autorité, pour dissoudre l'invocation qui leur a été servie comme une conséquence du writ du "quo warranto." Les parties sera entendue mercredi prochain et est basée sur trois chefs : 1o aucune caution, comme cet Etat requis par la loi, n'a été fournie ; 2o l'injonction a été accordée sur la demande d'un citoyen et non de tous les membres du bureau ; 3o l'affidavit est insuffisant en droit. T. S. M. Tay est l'avocat de l'ancien Bureau, et E. H. Hennard l'avocat du nouveau. Les plaidoiries sur la motion convriront probablement tout le mérite de l'affaire.

PROCÈS EN DOMMAGES ET INTÉRÊTS CONTRE UN CHEMIN DE FER.—Catherine Hickey, veuve Shein, et demeurant dans cette ville, a intenté à la compagnie du chemin de fer de Carrollton devant la 5ème Cour de District, un procès en dommages et intérêts pour lésions que le char No 4 lui a causées, le 6 mai 1867, à l'intersection des rues Constance et Jackson. L'indemnité réclamée est de $50,000. MM. P. Soulé, C. Claverie, et Cotton & Levy.

LE BUREAU DE POLICE.—Les affaires dont les plaintes ont été jugées par le Bureau de Police, pendant les deux dernières sessions congressionnelles, le Kentucky forme un département, non un district de reconstruction militaire, possédant, excepté l'esclavage, tout ce qui possédait autrefois, et usant de ses droits constitutionnels de manière à convaincre les révolutionnaires qu'il n'entend pas que ces droits soient enfreints. Tous les antécédents du Kentucky répondaient de sa conduite à l'égard de l'outrage gratuit qui lui était adressé, et l'on ne conçoit pas que le Congrès ait été assez stupide pour croire que le Kentucky en serait effrayé au point d'abandonner ses vieux principes.

En somme, la plus grande différence à noter dans la puissance morale des élections en Californie et des élections dans le Kentucky, c'est que le premier de ces Etats a toujours été un Etat libre, tandis que le second n'est devenu libre que par la force de la guerre et la brutalité de la révélation. Il y a donc, à ce point de vue, dans le Kentucky, des racines qui datent de loin et qui ne pourront qu'avec la génération actuelle s'effondrer, elles ne lui survivront pas. Ces racines pouvant servir à expliquer l'immense coup de balai donné dans le Kentucky aux candidats de la république noire. En Californie nous ne trouvons aucune raison de ce genre pour expliquer l'échec que viennent d'éprouver les candidatsdu même parti. La Californie n'avait perdu ni esclaves, ni fortune, ni droits. Le sang même de ses citoyens n'avait pas coulé dans la guerre et le papier monnaie ne lui a fait aucun tort, vu qu'elle a refusé de s'en servir, ce à quoi personne n'a mis obstacle, et cependant la Californie se conduit comme si elle avait contre le parti dominant de nombreuses raisons de plaintes et des griefs amers. Or, comme elle n'en a pas, il faut chercher ailleurs la cause de ce revirement d'opinion qui est comme un arrêt prononcé contre la politique radicale. Le vote de la Californie veut dire : Vous ne nous avez fait aucun mal et nous n'avons personnellement rien à vous reprocher, mais vous faites gratuitement du mal aux autres et vous poursuivez par des moyens que nous réprouvons une rébellion qui depuis longtemps n'existe plus. Nous ne voulons pas vous suivre dans cette voie où nous ne voyons pour vous les Etats que pertes et périls. Nous refusons en conséquence d'appuyer vos candidats.

Il est impossible de voir dans le résultat des élections en Californie autre chose que ce que nous venons de dire et c'est à cause de cela même que l'influence en sera funeste ou du moins fort nuisible au parti ultra-républicain. Le président Johnson sera le premier à en retirer quelque avantage. Sur le point de lancer sa proclamation d'amnistie, il pourra se flatter d'avoir pour appui un Etat de plus, et un Etat libre, nous entendons par ce mot un des Etats qui n'ont jamais eu d'esclaves. Ainsi, la Californie, de son côté, a renversé la barrière que la politique congressionnelle avait élevée après la guerre entre le Sud et le Nord, et cette barrière ne se relèvera plus sur les bords du Pacifique. Le Connecticut y avait déjà fait une brèche du côté de l'Atlantique ; quel est le troisième Etat libre qui les suivra dans cette voie glorieuse de la restauration de la Constitution ? L'Ohio et l'Indiana doivent faire en octobre des élections congressionnelles. Nous n'espérons pas que les démocrates l'emportent ; mais on peut être sûr que ces Etats se prononceront énergiquement contre le suffrage des noirs, ce qui donnera une valeur immense à l'amnistie du Président, car le but de l'amnistie étant de rendre à la vie politique les hommes que le Congrès en a exclus, ces Etats les réhabiliteront en repoussant le vote des affranchis.

EUROPE!

Le *Moniteur* contient une lettre de l'empereur, datée du 16 août, et adressée à M. de La Valette! en voici le contenu :

"Vous avez quelle importance j'attache au prompt achèvement de nos voies de communication ; je ne considère comme un des plus sûrs moyens d'accroître la force et la richesse de la France.

"J'ai déjà donné mes instructions au ministre des travaux publics pour qu'il poursuive l'étude et prépare la concession de nouvelles lignes de chemins de fer. Il doit, en même temps, chercher les moyens d'améliorer nos canaux et la navigation de nos rivières, comme contre-poids modérateur au monopole des chemins de fer.

"Mais là ne doivent point se borner nos efforts. L'enquête agricole a démontré d'une manière évidente que la construction du réseau complet des chemins vicinaux est une condition essentielle pour la prospérité du pays et de bien être pour ces populations rurales qui m'ont toujours montré tant de dévouement.

"Préoccupé de la réalisation de ce projet, je vous ai chargé d'étudier, de concert avec le ministre des finances, un ensemble de mesures qui permettrait de terminer en dix ans le réseau des voies vicinales par le triple concours des communes, des départements et de l'Etat ; en outre, desirant de faciliter aux communes le moyen de participer à la dépense, je vous avais invité à préparer la création d'une caisse spéciale destinée à avancer les fonds nécessaires moyennant des prêts consentis à des taux modérés et remboursables à long terme.

"J'approuve la Note que vous m'avez adressée et les principes qui lui servent de base ; mais, comme avant de saisir le Corps législatif de mesures définitives, il y a plusieurs questions importantes à approfondir, je vous prie de préparer des éléments d'information complets et précis.

"Les délibérations des conseils municipaux devront être évidemment le point de départ de ce travail. Mais je désire que, dans l'enquête qui va s'ouvrir, une large part soit faite aux membres de ces assemblées départementales dont je connais le patriotisme et le dévouement, et dont le concours, je le sais, ne me fera pas défaut.

"Ne compte sur le zèle éclairé et l'énergique activité que vous avez montrée, depuis que je vous ai placé à la tête du département de l'intérieur, pour mener activement à fin cette enquête administrative et saisir le Corps législatif, à la prochaine session, du projet de loi sanctionnant l'exécution d'une oeuvre que j'ai à cœur de réaliser."

La *Moniteur* publie après cette lettre :

1o Une Note de M. de La Valette sur l'achèvement du réseau des chemins vicinaux ordinaires.

2o. Un rapport du ministre de l'intérieur, en date du 15 août, sur les premières mesures d'exécution à prendre pour réaliser les intentions de l'empereur ;

3o. Un décret, en date du 17, convoquant les conseils municipaux dans les dix premiers jours de septembre pour procéder à la révision du classement des chemins vicinaux ;

4o. Enfin une circulaire de M. de La Valette aux préfets pour l'application de ce décret.

Cette lettre était l'événement du jour en France. Il ne s'agit nullement, comme beaucoup de personnes l'affirmaient avec insistance, de libertés intérieures ni de politique étrangère. C'est l'achèvement dans un bref délai des chemins vicinaux qui motive le manifeste impérial.

Le *Siècle* constate que la question est sérieuse, *car elle se rattache à des préoccupations les plus vives du moment.* "L'enquête agricole a prouvé l'insuffisance de nos voies de communication et l'influence fâcheuse exercée par cet état de choses sur la prospérité de notre agriculture."

Le *Liberté* fait observer que M. le duc de Persigny sera content en lisant le décret, "car la lettre adressée à M. le marquis de La Valette, ministre de l'intérieur, date du camp de Plombières, le 18 août 1867, est la suite et comme d'élition de la lettre également datée du camp de Châlons, 18 août 1861, adressée à M. le comte de Persigny, alors ministre de l'intérieur. Entre les deux lettres, il n'y a de changé que le millésime."

A l'appui de cette réminiscence, la *Liberté* reproduit la lettre du 18 août 1861, et ajoute que, depuis cette époque, rien n'est changé en mieux. Quant à ce qui est changé en moins bien, c'est autre chose.

La *Gazette de France* regrette que l'empereur n'ait pas cru devoir parler de nos libertés en montrant que des chemins vicinaux. "Nous pensons que la liberté d'un pays comme la France ne sont pas incompatibles avec le développement de ses routes carrossables."

Le *Siècle* craint aussi que les aspirations du pays ne se trouvent pas toutes satisfaites, après la lecture du *Moniteur*. C'est là, avant toute chose, tout ce qu'on désirait obtenir. "Espérons qu'on tient grandement compte, dans les sphères du pouvoir, des désirs légitimes de la nation, et que dans quelques jours on leur donnera toute satisfaction complète."

Le *Temps* ne voit guère dans cette ensemble de documents administratifs qu'un ensemble de processus, sur lesquels il appartiendra au Corps législatif de prononcer souverainement lors de sa prochaine session : "le seul résultat actuel de cette mise en ordre, fort habilement disposée, du reste, c'est l'institution des enquêtes."

Le *Temps* fait encore observer que la manière dont vont être engagées les finances prouve que la nécessité de la paix se trouve au bout de toutes les conceptions gouvernementales, même celle qui est au fond du cœur de la nation.

Dans l'*Opinion nationale*, on a tant fait pour la ville de Paris, qu'il fallait bien aussi s'occuper d'une manière sérieuse des intérêts de nos départements, "et surtout de ceux des populations rurales, qui ont payé jusqu'à présent de très gros impôts sans en retirer les avantages auxquels, en bonne justice, ils avaient le droit de prétendre."

Le *Pays* exprime des inquiétudes au sujet de la question financière "La caisse des travaux de Paris, créée d'abord pour être un instrument de trésorerie, est devenue graduellement une sorte d'institut ou de crédit, et elle peut être, dans des jours de crise, une source de danger pour les finances municipales. Nous avons pour que la future caisse des chemins vicinaux ne se fige trop exactement sur son modèle ; qu'elle ne se prête pas à son action à de nouveaux objets, et ne devienne pas une complication et un embarras pour les finances publiques. On peut, des aujourd'hui, entrevoir, pour un avenir assez prochain, un appel au crédit."

La *Patrie*, la *France*, le *Pays*, sont dans l'enthousiasme. Ce dernier termine sa tirade par ces lignes provocatrices :

"Enfin, on laisse donc Paris de côté, Paris et ses intérêts matériels, Paris et son bonheur systématique ! Enfin on s'occupe donc de nos amis, des campagnes dévouées et impérialistes !"

Bref le sentiment général des journaux indépendants, est que, si dignes d'approbation que soient les mesures annoncées par le *Moniteur*, les chemins vicinaux ne suffisent pas à la marche du progrès ; il y a d'autres routes à frayer, plus importantes, où la France entière aspire à s'élancer.

On parle d'une réunion, d'une espèce de congrès des membres du tiers parti, qui se tiendrait à Vitel, ville d'eau située dans les Vosges. M. E. Ollivier y est déjà, et avec lui, MM. Buffet et le marquis de Grammont, MM. de Jouvé, Maurice Richard, de Talhouet, Chevandier de Valdrôme y sont attendus.

Il s'agirait, dit l'*Indépendance belge*, d'arriver à une entente, et d'arrêter les termes d'un manifeste que cette fraction du Corps législatif lancerait avant la session de novembre. Il est possible qu'on ait rêvé cette entente. Le temps pourra le dire, jusqu'ici, aucune de preuves d'initiative ni de résolution.

Le *Courrier français* signale une alliance de neutralité qui aurait été conclue d'un accord commun par l'Angleterre et l'Italie, ayant pour objet spécial de localiser la guerre dans le cas où elle viendrait à éclater. "Nous avons lieu de croire que cette combinaison, qui compléterait l'isolement de la France et qui a reçu la haute approbation de la Prusse, est un fait accompli."

Nous lisons dans le même journal :

"Une dépêche privée, qui nous est communiquée, nous que nous ne reproduisons que sous toutes réserves, annonce que Garibaldi et ses volontaires font une descente sur Rome.

"*Pour cette expédition, Garibaldi a reçu de la France* 150,000 *florins*. Il a promis de signer la quittance et la promesse de remboursement au Capitole.

"M. Rattazzi est allé trouver Victor Emanuel, afin de lui demander des ordres : s'il fallait fermer les yeux sur l'expédition ou faire une édition d'Aspromonte."

On annonce de Berlin que la réponse de la Prusse à la note danoise n'a pas encore été envoyée. Le général de La Marmora était attendu à Berlin.

Le *Spectator* prétend que le comte de Bismark, prenant les devants vis à vis de l'Autriche, a déjà fait savoir au cabinet de Vienne une offre qu'a cité trouvée acceptable.

Les hotes français de la presse danoise sont partis de Copenhague, le 17. Une foule immense les a accompagnés à la gare. A leur arrivée à Korsœr, la bourgmestre les a remerciés de leur visite. M. Genevay a poussé un hourrah ! en l'honneur du Danemark dont il admire la liberté.

On a célébré, à Bucharest, avec un grand enthousiasme, la fête du Danube. Au *Te Deum*, qui a été célébré à cette occasion, assistait avec le représentant de la France, tous les ministres et employés supérieurs des ministères, toutes les autorités civiles et militaires, le corps diplomatique, les chefs de la garde nationale, etc.

Le soir a eu lieu, dans les rues de la capitale, une manifestation imposante ; plusieurs milliers de citoyens, munis de flambeaux, se sont rendus chez le représentant de la France, à qui ils ont remis une adresse de félicitations où il est dit :

"La France, cette première nation du monde, cette mère sûrée de la famille latine, nous a soutenus et encouragés dans nos luttes pour notre régénération, et grace à elle la Roumanie a pris place parmi les Etats souverains. La nation roumaine est profondément convaincue, la France l'aidera à compléter l'oeuvre nationale de la réorganisation du pays dans la voie du progrès et de la justice."

Une grave fermentation des esprits se manifeste au Monténégro. Il a été formé un nouveau parti qui est hostile à la dynastie actuelle, et comme il règne une forte irritation contre le prince, qui a abandonné son peuple au milieu des calamités cholériques pour entreprendre un voyage d'agrément, l'agitation trouve un terrain fertile. On entend même renverser la famille régnante et proclamer régent le prince Milosch Obrénovic. Dans les pamphlets qui circulent dans le pays, ainsi qu'aux environs de Cattaro, et qui sont dirigés contre le prince actuel, celui-ci est menacé de la mort. Par suite de cette agitation, le prince a abrégé son voyage, et est arrivé le 25 juillet dans le Cattaro, à bord de son yacht à vapeur, d'où il s'est rendu immédiatement à Cetligne. Il y a lieu de s'attendre à quelque mesure de rigueur de sa part. Il paraît que l'agitation est fomentée du dehors, surtout d'un certain côté, où l'on est mécontent de l'attitude que le prince a prise en présence d'un conflit qui menace d'éclater en Orient.

Le gouvernement provisoire des insurgés candiotes a prévenu les consuls des diverses nations qu'il allait armer des corsaires portant un pavillon blanc, avec croix rouge et le mot "Crète."

Le ministre américain à la Canée insiste pour la destitution de l'amiral turc, qu'il accuse de s'être mal conduit envers lui. Le refus de lui avait été adressée par le consul général Rance.

On reçoit des nouvelles graves d'Espagne : des forces assez importantes sont entrées dans la Péninsule venant du Portugal ; d'un autre côté, la Catalogne est en armes, et l'insurrection vient d'éclater dans quatre endroits différents ; on s'attend aussi à un mouvement dans l'Aragon. L'agitation est grande dans toutes les provinces.

Nouvelles d'Espagne.

Le Bulletin officiel de la province de Badajoz a publié la circulaire suivante :

Gouvernement civil de la province de Badajoz, section de l'ordre civil.

Le 1er et le 2 du présent mois, il a cours des bruits de l'apparition d'une bande de malfaiteurs armés et à cheval dans le pacage de Valdegamas, limite jurisdictionnelle du val de la Serena et de Don Benito. Les dispositions convenables ayant été adoptées, quelques troupes de la garde civile et différents habitants des bourgs voisins se sont mis à leur poursuite, et il en est résulté que ce bruit est complètement faux.

Le point ayant été éclairci, on a su d'une manière certaine que dix ou douze voisins de Zalamea se sont réunis le 1er et sont allés à cheval dirigés en longer quelques terrains limitrophes du dit pacage de Valdegamas, et qui a suivi une fausse direction.

Voici la première de ces lettres :

"M. Flad est arrivé le mai à Debra Tabor. Lorsqu'il est été introduit auprès du roi, Sa Majesté lui demanda : "Où sont les vivres ?" M. Flad répondit : "Je vous les aurais amenés immédiatement, si Votre Majesté n'eût pas emprisonné M. Rassam et ses compagnons.—Quant à cela, répondit le roi de mauvaise humeur, les ouvriers ne seraient pas venus, quand même je ne leur eusse pas mis aux fers."

Parmi les présents qu'on lui avaient offerts, il y avait un télescope qui n'obtint tellement sa approbation du monarque, bien qu'il soit, dit-on, excellent.

"Je voudrais que nos yeux fussent ouverts, dit le roi ; or, seul le moyen d'y arriver que de m'envoyer aujourd'hui un mauvais télescope ? Je ne puis absolument rien voir avec cet instrument. Il y a quelques années, le lieutenant Speedy m'avoya par M. Kerns un petit tapis, etc., par le pouvoir de Dieu, je fis euchiqué cet celui qui me l'apporta. Ce télescope m'a été aussi donné dans une mauvaise intention, et je ferai aussi subir le même traitement à celui qui me l'a envoyé.

"Sa Majesté s'informa ensuite des intentions de l'Angleterre pour l'avenir, relativement à l'armée. M. Flad lui annonça qu'il n'avait plus à se mêler aucun des intérêts, s'il ne permettait pas aux prisonniers de partir immédiatement. "Eh bien ! que les Anglais viennent, répondit le roi ; dites que je ne suis qu'une femme si je ne les combats point !" (Fanfaronnade à laquelle personne ne croit plus), et il ajouta : "Ceux qui ont été de la foi comme moi, sont de sûrs et sûrs capables de rester en montagne."

"M. Flad est arrivé, et sa réception par le roi ne fait rien augurer de bien favorable. Sa Majesté paraît infiniment plus fortifiée de ce que les ouvriers ne fussent pas venus, et il affirmait tout cela aux sentiments malveillants de l'Angleterre à son égard. Il avait en main, dans le dessein de prouver cette malveillance, même à l'opinion de feu le consul Plowden et du vice-consul Speil.

"M. Flad a fait comprendre au roi qu'il avait autour de lui des ennemis puissants, et qu'il aurait été de son intérêt d'accepter la main secourable que lui avait tendue le gouvernement britannique. Cela a excité son indignation, et, comme d'ses son habitude en pareil cas, il a jurer une bordée de dédé à l'univers entier.

"Qu'ils viennent tous, dit-il, et si je ne bats point dites que je ne suis qu'une femme."

Cette opiniâtreté dans une voie que pour ne rien dire ridicule, il est fort bien dire opposée au bon sens et à la justice, n'a rien qui me surprenne. Une invisible main dirige évidemment les événements au milieu desquels nous vivons, et cette main invisible amènera les choses, n'en doutons point, à une solution que le ciel a marquée d'avance.

"Notre position et nos prévisions sont assez tristes et aussi affligeantes qu'elles peuvent l'être ; et il n'est pas improbable que nous mourions dans quelque coin de ce pays, et que les dangers qui nous environnent ne prennent encore un aspect plus inquiétant.

"Il est vrai que nous devons être habitués aux souffrances et aux privations de toutes sortes. Toutefois je frémis (je confesse) à la pensée de voir encore mon pauvre corps assujetti et exposé à de nouveaux tourments, et d'être de nouveau renfermé dans une prison ordinaire, sale et fétide.

"Mais peu pas que mon moral ait souffert, non, Dieu merci ! Mon cœur ne me manque pas et ma foi est vive, comme aux plus beaux jours de ma vie, mais ce n'est pas une raison pour me dire que je ne souffre pas. Mes jours, peut-être, vous et d'autres, considéré comme empreinte d'une certaine exagération ma note du 20 mai 1865, mais je ne m'étais pas trompé sur les hideux calculs de mon oppresseur. Le tyran déçu dans son espoir d'euchiner un plus grand nombre de capitis, fit ressentir le coutre coup de sa rage à ceux qu'il tenait en son pouvoir. Malgré tout, je n'ai jamais désespéré, et toute mon espérance est dans le Tout Puissant.

"Le bruit court que tous les Européens de Debra Tabor doivent être transportés à Magdala. Le peu de sûreté de Hegemodor, la force sanitaire de Debra Tabor, et le peu de ressources des ressources du roi pourront accélérer l'exécution de cette mesure. Si le tyran avait lui-même le mouvement, sans le moindre doute la tranquilité et le calme de notre vie seraient de détenus. Quelques